

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 05/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TEC'CHIM**

rue jean BERTHON  
42290 Sorbiers

Références :UID4243-EAR-024-456  
Code AIOT : 0006109936

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement TEC'CHIM implanté Rue Jean BERTHON 42290 Sorbiers. L'inspection a été annoncée le 22/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEC'CHIM
- Rue Jean BERTHON 42290 Sorbiers
- Code AIOT : 0006109936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Tec'Chim est une entreprise spécialisée dans le traitement de surface à façon.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Prélèvements d'eau, rejets des effluents résiduels aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.1.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.1.2	Demande d'action corrective	6 mois
6	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.4.2.1	Demande d'action corrective	6 mois
7	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.4.2.1	Demande d'action corrective	6 mois
9	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.3.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.1.1	Sans objet
2	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.1.1	Sans objet
3	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.1.1.1	Sans objet
8	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.4.2.1	Sans objet
10	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 8.5.3	Sans objet
11	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 8.5.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en évidence que l'exploitant procède, pour les thématiques abordées, à un bon suivi de ses installations. Des non-conformités ont toutefois été relevées, notamment pour ce qui concerne le respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux, l'absence de bassin d'orage et d'un disconnecteur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvement et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.  Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel (eaux souterraines et eaux superficielles) sont interdits (la réutilisation des eaux pluviales n'est pas concernée par cette interdiction). L'origine de la ressource en eau est le réseau d'alimentation en eau potable de la ville de Sorbiers, les prélèvements sur ce réseau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités à 10 000 m <sup>3</sup> /an.
<b>Constats :</b>  Il existe, pour le bâtiment abritant les activités de traitement de surface : <ul style="list-style-type: none"><li>• un compteur général pour l'ensemble du bâtiment,</li><li>• un compteur pour l'atelier de traitement de surface,</li><li>• des sous-compteurs pour chaque ligne de traitement.</li></ul> Ces compteurs sont relevés une fois par mois, l'exploitant a présenté le tableau d'enregistrement des valeurs. Il a pu être constaté quelques erreurs/incohérences ponctuelles de saisies (cas des volumes de rejets de la station d'épuration en 2022). L'eau utilisée provient uniquement du réseau d'alimentation en eau potable. La valeur limite de prélèvement fixée à 10 000 m <sup>3</sup> /an est respectée.  Pour la parcelle accueillant le bâtiment où sont exercées les activités de peinture (non classées ICPE), l'eau est uniquement à usage sanitaire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Observation :</b> Lors de l'exploitation des résultats enregistrés, l'exploitant doit être vigilant à la cohérence des données afin de détecter les erreurs de saisies.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Prélèvement et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Arrêt alimentation traitement de surface
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'alimentation en eau du procédé de traitement de surface est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'installation, clairement reconnaissable et aisément accessible.
<b>Constats :</b>  Il existe une vanne manuelle ainsi qu'une électrovanne qui coupent l'alimentation en eau de l'atelier de traitement de surface. Cette vanne manuelle ne dispose pas d'un marquage spécifique pour l'identifier facilement mais est connue du personnel de l'entreprise. Tous les soirs, les vannes d'alimentation en eau des ateliers, des locaux sociaux et de la station d'épuration sont mises en position fermée.  L'électrovanne est asservie aux sondes de niveau placées dans les rétentions et dans la fosse de reprise des effluents.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Observation :</b> Un affichage plus explicite à proximité ou sur la vanne générale d'alimentation de l'atelier de traitement de surface pourrait la rendre plus reconnaissable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Prélèvement et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réutilisation des eaux usées traitées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est autorisé à réutiliser les eaux usées traitées issues de la station d'épuration physico-chimique interne à l'établissement (Cet équipement assure l'épuration des effluents usés issus de la ligne de traitement de surface). Ces eaux usées traitées sont utilisées pour alimenter en eau les bains de rinçage de la ligne de traitement de surface.
<b>Constats :</b>  Pour le moment, l'exploitant ne réutilise pas les eaux usées traitées par sa station d'épuration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prélèvement et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des eaux d'alimentation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés, en application du code de la santé publique, afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances et d'eau pouvant être polluée dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Ces dispositifs doivent être vérifiés régulièrement et entretenus.
<b>Constats :</b>  Seuls les bâtiments abritant l'atelier de traitement de surface ont été visités (pas le bâtiment abritant l'activité de peinture, l'eau n'y étant pas utilisée pour le process industriel).  En salle, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter un plan permettant de présenter clairement le réseau d'alimentation en eau au sein des ateliers (canalisations, vannes, disconnecteurs....).  La visite des installations a permis de constater : <ul style="list-style-type: none"><li>• L'alimentation en eau de l'atelier de traitement de surface est équipée d'un disconnecteur de type BA. Selon l'exploitant, cet équipement n'aurait jamais fait l'objet d'une vérification.</li><li>• L'alimentation en eau des secteurs de la station d'épuration et des locaux sociaux n'est pas équipée d'un disconnecteur (seul un clapet anti retour semble installé sur la canalisation).</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b><u>Non-conformités :</u></b> Sous un délai de 3 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>• un disconnecteur doit être installé sur la canalisation d'alimentation en eau potable desservant la station d'épuration et les locaux sociaux,</li><li>• l'exploitant fait vérifier et entretenir le disconnecteur installé sur la canalisation d'alimentation en eau potable alimentant l'atelier de traitement de surface.</li></ul> L'exploitant veillera à faire effectuer une vérification régulière de ces équipements (à minima une fois par an).  Sous un délai de 6 mois, l'exploitant établit un plan des réseaux conformément aux dispositions de l'article 4.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois et 6 mois

**N° 5 : Prélèvement et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation spécifique de l'atelier de traitement de surface
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le rejet spécifique d'eau n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.  L'exploitant calcule une fois par an le rejet spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées le mode de calcul du rejet spécifique, le résultat et les éléments justificatifs de ce calcul. Par défaut et à la demande de l'exploitant, le rejet spécifique peut être assimilé à la consommation spécifique, c'est-à-dire à la consommation d'eau liée à l'activité de traitement de surface.
<b>Constats :</b>  Le dernier calcul de la consommation spécifique a été effectué pour l'année 2021, il s'élève à 8,69 L/m <sup>2</sup> /FDR, supérieur la valeur limite de 8.  L'exploitant a indiqué avoir réalisé des actions pour réduire l'évaporation des bains (mise en place de boules à la surface des bains chauffés).  Depuis 2021, il n'a pas effectué le calcul de la consommation ou du rejet spécifique. Il estime toutefois qu'au vu de l'évolution du chiffre d'affaires (hausse qui serait représentative d'une augmentation des surfaces traitées) et du volume d'eau prélevé annuellement, le résultat de l'année 2023 devrait être inférieur à celui de l'année 2021 : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2021 : CA=2,5 M€, volume prélevé 4 675 m<sup>3</sup>,</li><li>• 2022 : CA=3,1 M€, volume prélevé 4 523 m<sup>3</sup>,</li><li>• 2023 : CA=4,1 M€, volume prélevé 5 176 m<sup>3</sup>.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Non-conformité :</b> L'exploitant ne calcule pas une fois par an le rejet spécifique de son installation. Les résultats du calcul de l'année 2024 sont à transmettre à l'inspection sous un délai maximal de 6 mois, accompagnés de tous les éléments justificatifs du résultat obtenu. En cas de dépassement de la valeur limite fixée, un plan d'actions devra être transmis.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 6 : Rejets des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission de l'atelier de traitement de surface
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter, sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté sur 24 heures et avant rejet des eaux résiduelles dans le réseau d'assainissement communal, les valeurs limites (en concentration et flux) et les fréquences minimales d'analyses ci-dessous définies (voir arrêté préfectoral).
<b>Constats :</b>  Un examen des résultats saisis sur Gidaf sur la période janvier 2023 - juin 2024 montre des dépassements des valeurs limites d'émission, principalement pour les paramètres : <ul style="list-style-type: none"><li>• NGL : valeur max mesurée : 385 mg/L en septembre 2023 (VLE = 150 mg/L). L'exploitant a indiqué que ces dépassements pourraient provenir des nitrites du bain de brunissage. L'acide nitrique utilisée pourrait aussi être une source.</li><li>• Mn : valeur max mesurée : 4,93 mg/L en mai 2023 (VLE = 2 mg/L). La source principale pourrait être liée aux entraînements et aux effluents générés par le premier rinçage cascade. L'exploitant a évoqué des pistes d'amélioration telles que l'augmentation du temps d'égouttage ou un rinçage par aspersion.</li></ul> Depuis le 4 juin 2024, de nouvelles valeurs limites d'émissions sont applicables, en concentration et en flux. Il a été en particulier identifié, au cours du mois de juin : <ul style="list-style-type: none"><li>• Ni : 3 dépassements en flux, flux max mesuré = 27 g/j, VLE = 16 g/j,</li><li>• Cu : 2 dépassements en flux, flux max mesuré = 6 g/j, VLE = 4 g/j,</li><li>• MES : 1 dépassement en concentration, mesuré = 46 mg/L, VLE = 30 mg/L.</li></ul> L'exploitant a indiqué avoir fait appel à une personne extérieure spécialisée pour définir un plan d'actions et améliorer le fonctionnement de la station d'épuration.  La visite des installations a permis de constater par ailleurs que le débit de rejet n'est pas enregistré en continu. L'exploitant ne maîtrise pas complètement l'enregistreur en continu présent (pH, T°C), notamment pour l'exploitation des enregistrements et la présentation des résultats.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b><u>Non-conformités :</u></b> Des dépassements des valeurs limites d'émission imposées sont constatés. Sous un délai de 6 mois, l'exploitant adressera à l'inspection listant les dispositions à mettre en œuvre pour améliorer la qualité des rejets. L'échéance de réalisation des différentes actions et de mise en conformité des rejets seront justifiées sur la base d'un argumentaire technico-économique.  Le débit de rejet n'est pas enregistré en continu et l'exploitation des données de l'enregistreur existant est à améliorer. Les actions correctives nécessaires doivent être réalisées sous un délai de 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



## N° 7 : Rejets des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Alarme pH
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.
<b>Constats :</b>  Les valeurs saisies dans Gidaf sur la période janvier 2023-Juin 2024 montrent des dépassements ponctuels des valeurs limites de pH. Gidaf ne permet la saisie que d'une seule valeur de pH. Pour une journée donnée, l'exploitant a indiqué saisir parfois la valeur mini, parfois la valeur maxi.  Au cours de la visite des installations, un test de fonctionnement de l'alarme pH a été réalisé. Son bon fonctionnement a pu être constaté, notamment par l'arrêt du rejet (arrêt progressif le temps des écoulements résiduels après arrêt des pompes).  Le débit de rejet n'est pas enregistré en continu (cf non-conformité au point de contrôle précédent), il n'a pas été possible de vérifier sur les enregistrements débit-pH si, lors des dépassements de pH saisis sur Gidaf, le rejet a été coupé. L'exploitant relève quotidiennement le débit total rejeté pour chaque journée au niveau du débitmètre installé sur la canalisation de rejet. Au niveau de l'automate, la valeur limite basse du pH est réglée à 6 au lieu de 6,5.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b><u>Non-conformité :</u></b> Des dépassements des valeurs limites de pH sont ponctuellement constatés. Dans le cadre du plan d'actions à mettre en place visant à améliorer la qualité des rejets (cf point de contrôle précédent), l'exploitant veillera à les supprimer.  <b><u>Observation :</u></b> Le seuil bas de l'alarme pH doit être réglé à 6,5 au lieu de 6 (délai : 1 semaine). Pour la saisie du pH dans Gidaf, l'exploitant peut saisir la valeur moyenne journalière et préciser en commentaire si des dépassements ponctuels des valeurs limites se sont produits sur la journée de rejet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 8 : Rejets des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles externes de recalage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.</p> <p>Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>Ce contrôle porte également sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En application de l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site et l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, l'exploitant fait réaliser des contrôles externes de recalage selon une fréquence trimestrielle.</p> <p>Le laboratoire Bevac effectue le prélèvement des effluents avec son propre matériel, et confie les analyses à Eurofins.</p> <p>Bevac est accrédité Cofrac pour l'échantillonnage d'eaux résiduaire. Un examen par sondage a montré que Eurofins dispose des agréments pour procéder aux analyses (source : <a href="https://labeau.ecologie.gouv.fr/">https://labeau.ecologie.gouv.fr/</a>)</p> <p>L'exploitant réalise une analyse du même échantillon avec son propre matériel d'autosurveillance. Il trace les résultats de cette comparaison sur un tableau qu'il a pu présenter au cours de la visite. Toutefois, les échanges ont permis d'identifier que les résultats de cette inter-comparaison ne sont pas vraiment exploités.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation :</b> L'exploitant doit exploiter les analyses comparatives qu'il réalise afin de s'assurer notamment de la représentativité de son autosurveillance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Rejets des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin d'orage, parcelles AW266 et AW319
<b>Prescription contrôlée :</b>  Eaux pluviales de voiries et de toiture issues de l'atelier de traitement de surface  Traitement avant rejet : Bassin d'orage d'une capacité minimale de 157 m <sup>3</sup> pour tamponner les eaux pluviales liées à la construction du nouvel atelier de traitement de surfaces (env 1 000 m <sup>2</sup> ), débit de fuite : 10 l/s/ha Traitement par débourbeur-déshuileur si les eaux pluviales provenant des voiries, parkings... sont susceptibles d'être polluées.
<b>Constats :</b>  Le bassin d'orage prescrit n'a pas été mis en place. L'exploitant avait engagé des démarches pour implanter une cuve enterrée (sous la voie pompier, entre le bâtiment de traitement de surface et la limite de propriété). Mais les études préliminaires ont mis en avant les freins suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• les travaux d'excavation nécessaires seraient trop proches des fondations du bâtiment de traitement de surface. Les distances de sécurité à respecter rendraient le projet dans cette zone impossible,</li><li>• le voisin envisage de construire un bâtiment à proximité de la limite de propriété, ce qui générerait également des distances d'isolement à respecter.</li></ul> Au cours des échanges, l'exploitant a indiqué qu'une partie des eaux pluviales seraient orientées vers des puits d'infiltration, sans être en capacité de décrire précisément les surfaces et zones raccordées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Non-conformité :</b> Le bassin d'orage imposé n'a pas été mis en place. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant adressera à l'inspection le descriptif d'une solution permettant de respecter la prescription. Il décrira explicitement la gestion des eaux pluviales sur le site (cf incertitude sur les puits d'infiltration). Un échancier de mise en place argumenté sera fourni.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à : la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ; dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.  Dans le cas de cuves de grand volume associées à une capacité de rétention, l'exigence de 50 % du volume des cuves associées pourra être techniquement difficile à réaliser. Sur la base de l'étude de danger qui le justifiera, il pourra être limité à 100 m <sup>3</sup> ou au volume de la plus grande cuve si celui-ci excède 100 m <sup>3</sup> .  <u>Suivi inspection 2021, constat n°12 (non-conformité) :</u> Les produits liquides présents dans le local « produits chimiques » ne sont pas associés à une capacité de rétention (délai : 31/12/2021).
<b>Constats :</b>  La visite des installations a permis de constater que des efforts sont faits pour que les produits soient associés à des capacités de rétention. Les actions correctives nécessaires ont été mises en œuvre pour lever la non-conformité relevée en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2024, article 8.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des batardeaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Extrait : Cas des parcelles accueillant les activités de traitement de surface : Ce confinement est assuré par : <ul style="list-style-type: none"><li>• au niveau de l'atelier de traitement de surface, ...une barrière à fonctionnement manuel et automatique asservie à la détection incendie au niveau de la porte sectionnelle.</li></ul>
<b>Constats :</b>  La visite des installations a permis de constater que la mousse permettant d'assurer l'étanchéité du batardeau lors de son contact avec le sol commence à se dégrader.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b><u>Observation</u></b> : L'exploitant doit veiller au bon état de la mousse permettant d'assurer l'étanchéité du batardeau lors de son contact avec le sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite